

ben, eine Verordnung zu ändern, wenn er sie als überholt betrachtet. Er beschreitet aber einmal mehr den Weg des geringsten Widerstandes: Er tut nichts. Das hat mich enttäuscht. Deshalb bitte ich die Mitunterzeichnerinnen und Mitunterzeichner meines Postulates: Stimmen Sie der Überweisung zu! Der Bundesrat soll auch in einer heiklen medienpolitischen Frage Farbe bekennen.

Couchepin François, chancelier de la Confédération: Je suis heureux que, dans ce problème, le principe de la liberté de la presse ne soit pas mis en cause.

Vous dites, Monsieur Reimann Maximilian, que ce que vous voulez obtenir, c'est l'application de l'article 11 de l'ordonnance sur l'accréditation: nous le voulons aussi. Mais je vous rappelle, je vous le disais tout à l'heure, que je ne peux retirer la carte de journaliste qu'à quelqu'un qui a sciemment et intentionnellement publié une information qui lui avait été livrée comme une information secrète ou confidentielle.

Il faut replacer les rôles à leur bonne place. Si quelqu'un vient me dire: «J'ai dit, sous le sceau du secret, à tel journaliste telle chose, et il a violé le secret que je lui avais demandé de tenir», ce jour-là, je peux appliquer l'article 11, parce que j'en ai la base, j'ai les faits. Mais si jamais personne ne vient me dire: «J'ai dit ça à un journaliste, je lui avais dit de ne pas le publier parce que c'est secret, et il l'a fait quand même», il est bien clair que je ne peux que constater que des journalistes apprennent par des miracles constants des choses que personne ne leur a jamais dites, et que par conséquent, ils font leur métier de journalistes, c'est-à-dire qu'ils informent sur ce qu'ils entendent.

L'ordonnance sur l'accréditation ne prévoit pas des critères purement formels pour dire: tel journaliste a une éthique qui me convient, par conséquent il a le droit d'avoir sa carte, et tel autre journaliste a une éthique qui ne me convient pas – et Dieu sait si j'ai des sentiments personnels aussi sur la manière dont les journalistes usent de l'éthique professionnelle –, je lui retire sa carte. Je ne peux intervenir que si quelqu'un me dit: «Voilà, j'ai donné telle information à un journaliste, je lui ai dit qu'elle était confidentielle ou secrète, il l'a publiée, il a donc violé l'article 11.» Ce sont les seuls cas, en fait, où je peux intervenir.

Faut-il aller plus loin et trouver une autre ordonnance? Je n'en suis pas sûr, et je suis même sûr du contraire, parce qu'ailleurs là, on réglerait, nous, l'éthique professionnelle, ce qui n'est pas notre rôle.

Abstimmung – Vote

Für Überweisung des Postulates	32 Stimmen
Dagegen	54 Stimmen

Reimann Maximilian (V, AG): Ich stelle fest, dass 86 Mitglieder des Rates im Saal sind. Ich überlasse es Ihnen, ob Sie diesen Entscheid als rechtsgültig akzeptieren oder nicht.

93.075

Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz Organisation du gouvernement et de l'administration. Loi

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 115 hiavor – Voir page 115 ci-devant

A. Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz (RVOG)

A. Loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA)

Nebiker Hans-Rudolf (V, BL), Berichterstatter: Sie haben den Beschluss A erhalten. Dieser betrifft den ganzen organisatorischen Teil. Sie werden noch eine Fahne mit Beschluss B erhalten. Dort geht es um die Entlastung des Bundesrates durch Staatssekretärinnen und Staatssekretäre. Jetzt werden wir nur über diesen organisatorischen Teil sprechen.

Die Kommission hat getagt und mit 19 zu 0 Stimmen Eintreten beschlossen. Im Rahmen der globalen Eintretensdebatte wurde dieser organisatorische Teil an sich nicht bestritten. Ich darf also feststellen, dass Eintreten auf den Beschluss A nicht bestritten ist, und wir unmittelbar zur Detailberatung übergehen können.

Leuba Jean-François (L, VD), rapporteur: Naturellement, la commission applique la décision prise par le plénum. Elle vous présente maintenant deux projets.

Le premier que vous avez sous les yeux, c'est l'arrêté A: loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration, dans lequel la commission vous propose de biffer toutes les dispositions qui concernent les secrétaires d'Etat. Vous recevrez un deuxième dépliant – mais il y a encore des corrections qui doivent être faites –, l'arrêté B, loi sur l'allègement des tâches des membres du Conseil fédéral par des secrétaires d'Etat.

Cet arrêté B se présente comme une loi modificatrice de l'arrêté A, c'est-à-dire qu'il y aura des adjonctions et des corrections apportées à l'arrêté A par l'arrêté B, de telle sorte qu'on ait deux arrêtés différents qui – c'était l'objectif semble-t-il – puissent être soumis indépendamment l'un de l'autre à l'éventuel référendum.

Maintenant, il n'y a donc plus de discussion d'entrée en matière sur l'arrêté A puisqu'elle a déjà eu lieu. Nous pouvons passer directement à la discussion par articles. Quand il s'agira d'examiner l'arrêté B il y aura de nouveau une discussion d'entrée en matière puisque nous avons une proposition de minorité de ne pas accepter de secrétaires d'Etat. Ce sera par conséquent l'objet du débat d'entrée en matière sur l'arrêté B.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 3 (neu)

Er wird unterstützt durch die Bundeskanzlerin oder den Bundeskanzler.

Antrag Seiler Hanspeter

Abs. 3 (neu)

Streichen

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 3 (nouveau)

Il est assisté par le chancelier de la Confédération.

Proposition Seiler Hanspeter

Al. 3 (nouveau)

Biffer

Abs. 1, 2 – Al. 1, 2

Angenommen – Adopté

Abs. 3 – Al. 3

Seiler Hanspeter (V, BE): Ich habe vorerst eine Bemerkung zum Votum von Herrn Leuba bei der Diskussion am Anfang. Herr Leuba, ich habe die Meinung der Fraktion vertreten, und ich bin es gewohnt, die Fraktionsmeinung loyal zu vertreten. Die Beratung war für die Herbstsession vorgesehen. Man musste sie verschieben. Sie konnte auch nicht in der Dezembersession stattfinden. Es ist quasi ein halbes Jahr vergangen, seit wir in der Kommission dieses Geschäft beraten haben, und es ist nicht verboten, auch nach der letzten Kommissions-sitzung – bis zur Beratung im Parlament, insbesondere wenn es so lange dauert – noch einmal über die Bücher zu gehen und gewisse Überlegungen anzustellen. Mit diesem Überlegen hat auch mein kleiner Antrag, der nichts Weltbewegendes bedeutet, zu tun. Es geht um einen Zusatz in Artikel 1 Absatz 3, wo die Kommission die Einschlebung vorgenommen hat, dass der Bundeskanzler den Bundesrat unterstützen soll. Der Grund für meinen Antrag ist sehr einfach. Ich formuliere das in einer Frage: Herr Bundeskanzler, haben Sie je etwas anderes getan, oder gedenken Sie je etwas anderes zu tun, als den Bundesrat zu unterstützen? Bestehen hier im Rat irgendwelche Zweifel, dass der Bundeskanzler in seiner Funktion den Bundesrat nicht zu unterstützen habe? Das ist doch eine 120prozentige Selbstverständlichkeit, und solche Selbstverständlichkeiten sollte man nicht noch in ein Gesetz einbauen. Ein Gesetz soll enthalten, was nötig ist, aber nicht solche Pleonasmen. Ich bitte Sie, diesen Zusatz zu streichen, wie dies auch Ständerat und Bundesrat vorgesehen hatten.

Couchepin François, chancelier de la Confédération: Dans mon métier, je pense que je n'ai rien d'autre à faire que de soutenir le Conseil fédéral, de l'assister et de l'aider à remplir sa tâche. La raison pour laquelle cette précision avait été apportée, c'est parce que, dans l'hypothèse d'un projet où les secrétaires d'Etat figuraient également, le Conseil des Etats a ajouté l'article 1a: «Le Conseil fédéral est assisté par des secrétaires d'Etat.» C'est justement pour mettre les choses au clair et pour dire qui fait quoi que la commission avait proposé de préciser que le Conseil fédéral était assisté par le chancelier et que les secrétaires d'Etat, eux, assistaient les conseillers fédéraux. Mais, dès l'instant où il n'y a plus de secrétaires d'Etat dans le projet de loi, il est bien clair que cette phrase n'est qu'une répétition évidente et qu'on peut y renoncer.

Nebiker Hans-Rudolf (V, BL), Berichterstatter: Ich beantrage Ihnen, der Kommission zuzustimmen und den Antrag Seiler Hanspeter abzulehnen. Natürlich ist es eine Selbstverständlichkeit, letztlich muss die ganze Bundesverwaltung den Bundesrat unterstützen. Dazu ist aber folgendes zu sagen: In Artikel 105 der Bundesverfassung ist lediglich festgehalten, dass eine Bundeskanzlei, welcher ein Kanzler vorsteht, die Kanzleigeschäfte bei der Bundesversammlung und beim Bundesrat besorgt. Nach Verfassung werden also lediglich die Kanzleigeschäfte besorgt. Wir möchten, dass der Bundeskanzler nicht nur diese Kanzleigeschäfte besorgt, sondern dass er tatsächlich dem Bundesrat als Stabschef zur Verfügung steht. Der Bundesrat braucht Hilfen, um seine Regierungstätigkeit ausüben zu können. Genau diese besondere Aufgabe des Bundeskanzlers möchten wir in Ergänzung zu Artikel 105 der Bundesverfassung verstärken.

Leuba Jean-François (L, VD), rapporteur: Cette proposition n'a pas non plus été faite en commission, mais je ne conteste pas le droit à M. Seiler Hanspeter de changer d'avis entre la séance de la commission et le débat en plénum. J'aimerais simplement dire que, si on suivait le raisonnement de M. Seiler, on pourrait supprimer tout l'article 1er qui est complètement inutile. La constitution dit déjà qu'il y a sept membres au Conseil fédéral et que c'est l'autorité exécutive. Alors, s'il faut aller jusqu'au bout Monsieur Seiler, supprimons l'article 1er complètement. Cela me paraît tout de même préférable de bien situer les choses, de dire qu'il y a un Conseil fédéral, qu'il est le gouvernement du pays, qu'il est l'autorité exécutive et qu'il est assisté par un chancelier, sinon vous ne trouvez pas la mention du chancelier de la Confédération dans la loi. C'est quand même gênant quand on parle d'une loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration, de ne pas avoir mention immédiatement du chancelier. Par conséquent, nous vous invitons à rejeter la proposition Seiler Hanspeter.

Abstimmung – Vote
 Für den Antrag der Kommission 77 Stimmen
 Für den Antrag Seiler Hanspeter 16 Stimmen

Art. 1a
Antrag der Kommission
 Streichen
Proposition de la commission
 Biffer

Angenommen – Adopté

Art. 2
Antrag der Kommission
Abs. 1
 Die Bundesverwaltung untersteht dem Bundesrat. Sie besteht aus den
Abs. 2–4
 Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 2
Proposition de la commission
Al. 1
 L'administration fédérale est subordonnée au Conseil fédéral. Elle se compose
Al. 2–4
 Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 3
Antrag der Kommission
Abs. 1
 Bundesrat und Bundesverwaltung handeln auf der Grundlage von Verfassung und Gesetz.
 (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 2

Sie setzen sich ein für das Gemeinwohl, wahren die Rechte der Bürgerinnen und Bürger sowie die Zuständigkeiten der Kantone und

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 3

Proposition de la commission

Al. 1

Le Conseil fédéral et l'administration fédérale agissent en vertu de la constitution et de la loi.

(Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 2

Ils recherchent le bien commun, défendent les droits des citoyens ainsi que les compétences des cantons et encouragent

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 5

Antrag der Kommission

.... ergeben. Er entwickelt zukunftsgerichtete Lösungen für das staatliche Handeln.

Art. 5

Proposition de la commission

.... et de la loi. Il élabore, pour l'action de l'Etat, des solutions à caractère prospectif.

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

Titel

Regierungspolitik

Abs. 1

Der Bundesrat bestimmt Ziele und Mittel der Regierungspolitik.

Abs. 2–5

Streichen

Abs. 6

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 6

Proposition de la commission

Titre

Politique gouvernementale

Al. 1

Le Conseil fédéral définit les objectifs et les moyens de sa politique gouvernementale.

Al. 2–5

Biffer

Al. 6

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 7

Antrag der Kommission

Unter Vorbehalt des parlamentarischen Initiativrechts leitet der Bundesrat das Vorverfahren der Gesetzgebung. Er legt und Bundesbeschlüssen vor und erlässt die Verordnungen, soweit er dazu durch die Verfassung oder die Gesetzgebung ermächtigt wird.

Art. 7

Proposition de la commission

Sous réserve du droit d'initiative parlementaire, le Conseil fédéral dirige la phase préliminaire de la procédure législative. Il soumet et édicte des ordonnances dans la mesure où la constitution ou la législation l'y autorise.

Angenommen – Adopté

Art. 8

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Bundesrat bestimmt die zweckmässige Organisation der Bundesverwaltung und passt sie den Verhältnissen an.

Abs. 2–4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 8

Proposition de la commission

Al. 1

Le Conseil fédéral définit une organisation rationnelle de l'administration fédérale et la modifie lorsque les circonstances l'exigent.

Al. 2–4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 9

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 10

Antrag der Kommission

Titel

Information

Abs. 1

Der Bundesrat gewährleistet die Information des Parlamentes und der Öffentlichkeit.

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4 (neu)

Gegenüber den Medien gilt für ihn der Grundsatz der Gleichbehandlung.

Antrag Hess Peter

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Bircher Peter

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Er sorgt als Kollegialbehörde für eine einheitliche, frühzeitige und kontinuierliche Information über Planungen, Entscheide und Vorkehren.

Art. 10

Proposition de la commission

Titre

Information

Al. 1

Le Conseil fédéral assure l'information du Parlement et du public.

Al. 2

Biffer

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4 (nouveau)

Le principe de l'égalité de traitement s'applique à l'endroit des médias.

Proposition Hess Peter

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Bircher Peter

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

En tant qu'autorité collégiale, il informe de manière cohérente, rapide et continue sur sa planification

Bircher Peter (C, AG): Ich möchte meinen Antrag überschreiben: «Für eine offene und umfassende Information». Es ist mir unverständlich, was hier die Kommission alles herausgestrichen hat. Es war gerade vorhin offenkundig, aufgrund der Vorstösse Moser und Reimann Maximilian: Je weniger die Regierung als Gesamtgremium informiert, desto grösser ist die Gefahr, dass bruchstückhafte Einzelinformationen von irgendeiner Verwaltungsstelle in die Medien gelangen; zum Teil dann natürlich auch Halbinformationen usw. Wir haben doch alles Interesse an einer kohärenten Informationspolitik der Regierung! Das wurde auch vom Parlament immer wieder gefordert. Nun gehen wir hinter etwas zurück, was die Regierung selber vorschlägt. Das erstaunt mich. Warum sollen wir hinter die Lösung, die der Bundesrat selber macht, zurückgehen und sie herauskippen, wo sie doch im Ständerat praktisch ohne Diskussion gutgeheissen worden sind?

Mir scheint auch die Differenzierung fragwürdig, die die Kommission zwischen der Information des Parlamentes und der Öffentlichkeit vornehmen will. Sie ist etwas wirklichkeitsfremd. Wir lesen ja täglich Zeitungen, wir sind täglich mit den Medien konfrontiert. Mir ist es doch grundsätzlich gleich, ob ich eine neue Information zuerst aus der Zeitung oder aus dem Radio erfahre oder eine Stunde später aus einer Mitteilung oder Botschaft des Bundesrates. Entscheidend ist doch, dass die Behörde informiert, dass sie es rasch und offen zuhänden der ganzen Öffentlichkeit tut, damit der Meinungsbildungsprozess einsetzen kann.

Ich ersuche Sie deshalb, Absatz 1 gemäss Entwurf des Bundesrates zu belassen – ohne Differenzierung von Parlament und Öffentlichkeit: «Der Bundesrat informiert die Öffentlichkeit offen und umfassend.»

Auch in Absatz 2 will ich mit meinem Antrag die Formulierung des Bundesrates übernehmen. Ich habe dort nur leicht gestrafft und «Kollegialbehörde» hinzugefügt. Das scheint mir wichtig: Der Bundesrat als Kollegialbehörde verantwortet die öffentliche Information.

Absatz 3 würde bleiben; das will auch die Kommission.

Der neue Absatz 4 würde auch so bleiben, wie ihn die Kommission beigefügt hat.

Es geht mir also vor allem um die weitgehende Übernahme der Formulierungen der Absätze 1 und 2 gemäss Entwurf des Bundesrates. Wir haben doch wirklich das grösste Interesse, hier nicht zurückzustecken und den Bundesrat nun nicht noch zu bremsen, wenn er offensiv agieren will.

Ich möchte Sie bitten, meinem Antrag zuzustimmen.

Hess Peter (C, ZG): Artikel 8 des heute gültigen Verwaltungsorganisationsgesetzes vom 19. September 1978 sagt: «Der Bundesrat sorgt dafür, dass die Öffentlichkeit über seine Absichten, Entscheidungen und Massnahmen, ferner über die Arbeit der Bundesverwaltung durch einen Informationsdienst dauernd orientiert wird.» – jetzt kommt der entscheidende Nebensatz – «soweit ein allgemeines Interesse daran besteht und dadurch keine wesentlichen schutzwürdigen öffentlichen oder privaten Interessen verletzt werden.»

Diese Bestimmung ist Ausdruck des heute gültigen Geheimhaltungsprinzips mit Öffentlichkeitsvorbehalt. Dieses Geheimhaltungsprinzip ist in den folgenden Jahren vom Bundesgericht bestätigt worden, unter anderem mit seinem Entscheid vom 8. Dezember 1981, veröffentlicht als Entscheid 107 la 304ff.

In den letzten zehn bis zwanzig Jahren haben wir erfahren müssen, dass durch die gewachsene Bedeutung der Print- und der elektronischen Medien die Öffentlichkeit zunehmend für Informationsfragen sensibilisiert wurde. Auf der anderen

Seite hat eine steigende Zahl von zufälligen oder gezielten Geheimhaltungsverletzungen grosses Unbehagen ausgelöst. Ich glaube, dass gerade durch diese Entwicklungen das Verhältnis zwischen Volk und Behörden belastet wurde.

Nun hat bereits ein 1989 erarbeiteter Bericht einer interdepartementalen Arbeitsgruppe des EJPD zu den Motionen Binder (80.544; Informanten und Journalisten. Rechtsstellung) und Jelmini (80.467; Aktenklassifizierung und öffentliche Meinung) festgehalten: «Indem man der Bevölkerung die Möglichkeit einräumt, die Absichten und Entscheidungen der Behörden besser kennenzulernen, lässt sich gefährdetes oder verlorenes Vertrauen zurückgewinnen.»

Nachdem sich der Bundesrat trotz klarer Empfehlungen dieser Arbeitsgruppe nicht zu einer grundsätzlichen Änderung seiner restriktiven Haltung durchringen konnte, habe ich mich am 19. September 1991 entschlossen, vom Bundesrat mit einer Motion zu fordern, dem Parlament den Entwurf für ein Bundesgesetz vorzulegen, «welches die Einführung des Öffentlichkeitsprinzips mit Geheimhaltungsvorbehalt in der Bundesverwaltung vorsieht». Ich tat diesen Schritt aus der Überzeugung heraus, dass ein grundlegender Wechsel im Informationsverhalten eine willkommene Entkrampfung bei Verwaltungsstellen, die sich mit der Information schwertun, erwarten lasse.

Meine Motion haben Sie am 3. Juni 1993 als Postulat überwiesen (AB 1993 N 981). Mit den Artikeln 10 und 11 des vorliegenden, neuen Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetzes hat der Bundesrat einen entscheidenden Schritt zu einer offenen, bürgerfreundlichen und damit vertrauensbildenden Informationspolitik eingeschlagen. Die Grundsätze sind eine offene und umfassende Information der Öffentlichkeit sowie eine einheitliche und frühzeitige, kontinuierliche Information über seine Lagebeurteilung, Planungen, Entscheide und Vorkehren – und dies bei nur einer Einschränkung: der «Schutz überwiegender öffentlicher oder privater Interessen» gemäss noch zu erlassenden besonderen Bestimmungen. Es müssen also überwiegende öffentliche oder private Interessen sein, die der Information entgegenstehen, und es soll nicht nur informiert werden, soweit ein allgemeines Interesse besteht, wie das im heutigen Gesetz vorgesehen ist. Wichtig ist vor allem auch Artikel 11, der dem Bundesrat einen klaren Kommunikationsauftrag im Sinne von Nehmen und Geben erteilt.

Es dürfte Ihnen sicher auch nicht entgangen sein, dass der Kanton Bern seit 1. Januar 1995 aufgrund seines neuen Informationsgesetzes vom 3. November 1993 den Schritt vom Geheimhaltungsprinzip zum Öffentlichkeitsprinzip gemacht hat. Ich möchte gerne sagen: Was dem Kanton Bern recht ist, soll der Eidgenossenschaft billig sein.

Der Ständerat ist den begrüssenswerten Vorschlägen des Bundesrates gefolgt. Unsere Kommission jedoch ist nun wieder deutlich auf die Bremse getreten. Ich weiss nicht, ob sie nicht gar den Rückwärtsgang eingelegt hat. Mit der Einschränkung des Informationsauftrages und vor allem mit der Streichung von Artikel 11, des Auftrages zur Kommunikation mit der Öffentlichkeit, wird dem prioritären Anliegen nach bewusster Förderung des vertrauensbildenden Informationsverhaltens wieder eine Absage erteilt.

Ich beantrage Ihnen bei Artikel 10, bei den Absätzen 1, 3 und 4 dem Bundesrat und bei Absatz 2 dem Antrag Bircher Peter, der noch eine Präzisierung bringt, zuzustimmen und bei Artikel 11 die Fassung des Ständerates zu übernehmen. Damit können wir den Schritt hin zu einer offenen, zukunftsgerichteten und vertrauensbildenden Information tun.

Begrüssung – Bienvenue

Le président: Je salue à la tribune diplomatique trois parlementaires du Koweït, qui seront reçus tout à l'heure par les responsables de nos Commissions de politique extérieure. Nos hôtes sont membres de la Commission des prisonniers de guerre de l'Assemblée nationale koweïtienne.

Par leur intermédiaire, nous exprimons au peuple koweïtien nos sentiments d'admiration pour la dignité dont il a fait preuve lors de l'agression qu'il a subie voici quatre ans.

Chers collègues, bienvenue. (*Applaudissements*)

Borel François (S, NE): Le groupe socialiste vous propose, à l'article 10, de soutenir la proposition de la commission à l'alinéa 1er, de vous rallier à la proposition Hess Peter – ou Bircher Peter – à l'alinéa 2 et à l'article 11. Je vous demande donc, Monsieur le Président, de bien vouloir fractionner le vote pour l'article 10, alinéa par alinéa.

Concernant l'article 10 alinéa 2 et l'article 11, dans les discussions en commission, les socialistes se sont ralliés à la majorité, parce qu'il leur a semblé que ce qui était énoncé allait presque de soi. Il ne fallait pas forcément mettre dans la loi ce qui relevait, semblait-il, de la compétence évidente du Conseil fédéral. Depuis lors, on s'est rendu compte que le fait de supprimer ces deux mentions était interprété par beaucoup comme l'interdiction d'informer de manière cohérente, rapide et continue, voire même comme l'interdiction pour le Conseil fédéral de se préoccuper de relations publiques. Nous ne voudrions pas être dans le camp de ceux qui pensent que le Conseil fédéral ne doit pas se préoccuper de défendre son point de vue dans le cadre de l'opinion publique, ni de ceux qui seraient de l'avis que le Conseil fédéral ne doit pas informer de manière cohérente, rapide et continue. Dès lors, nous vous invitons à vous rallier à la proposition Hess Peter sur ces deux points, soit à la décision du Conseil des Etats.

Concernant l'alinéa 1er de l'article 10, le Conseil fédéral prévoyait, dans un esprit d'ouverture, d'assurer une vaste information du public. Nous estimons que la commission, qui prévoit que le Conseil fédéral informe à la fois le Parlement et le public, est une meilleure formulation. En effet, il nous paraît que même dans la situation actuelle le Conseil fédéral, parfois, oublie quelque peu qu'il ne doit pas seulement informer le public, mais qu'il doit également informer le Parlement. Il ne s'agit pas d'une question de priorité, il ne s'agit pas de faire passer l'un avant l'autre. Il s'agit de tenir compte du besoin d'information du Parlement tout autant que de celui du public. Je vous demande de soutenir la proposition de la commission à l'article 10 alinéa 1er, par contre de vous rallier à la décision du Conseil des Etats pour le reste de l'article 10 et pour l'article 11, donc d'adopter la proposition Hess Peter.

Hess Peter (C, ZG): Ich habe bei der Vorbereitung meines Votums übersehen, dass die Kommission in Artikel 10 Absatz 4 noch einen Grundsatz der Gleichbehandlung der Presse eingeführt hat. Das wollte ich nicht streichen; darum ziehe ich bei Artikel 10 meinen Antrag zugunsten des Antrages Bircher Peter zurück und halte nur noch meinen Antrag zu Artikel 11 aufrecht.

Nebiker Hans-Rudolf (V, BL), Berichterstatter: Wir sprechen hier von einem sehr schwierigen Auftrag des Bundesrates, nämlich von der sachgerechten und umfassenden Information des Parlamentes und der Öffentlichkeit. Das ist unbestritten eine wichtige Aufgabe.

Die Kommission hat sich eingehend mit dieser Aufgabe beschäftigt und beantragt Ihnen eine einfachere Form dieser Artikel. Es geht nicht um eine Einschränkung der Informationspflicht, sondern es geht um eine einfache, klare Aussage, die auf das Ziel ausgerichtet ist. Es geht darum, dass die Information gewährleistet ist. Es geht nicht darum zu sagen, wie man

das macht. Die Mittel und Wege zu finden ist Sache des Bundesrates. Es geht darum – wie das bei einem normalen Befehl gehandhabt wird –, das Ziel festzusetzen und zu verlangen, dass die Information gewährleistet ist. Mit dieser Formulierung kann man mit viel weniger Worten das ausdrücken, was man will. Mehr Worte sagen bekanntlich nicht unbedingt mehr aus. Man muss den Inhalt der Aussage analysieren.

Der Bundesrat ist nach der Formulierung der Kommission frei, wie und was er übermitteln will. Er muss natürlich über seine Aufgaben und deren Hintergründe informieren, damit er seine Absichten darlegen kann. Er muss auch Parlament und Öffentlichkeit orientieren. Es ist für die Parlamentarier unangenehm, wenn sie erst aus der Zeitung erfahren, was der Bundesrat letztlich vom Parlament will. Es ist aber umgekehrt auch für die Öffentlichkeit nicht gut, wenn nur die Parlamentarier Insiderwissen haben. Diese Parallelität der Information müsste auch gewährleistet sein. Das gehört auch dazu.

Informiertsein und eine Information gewährleistet haben bedeutet auch, dass man die Hintergründe, die Begründungen, die Zweifel, die Meinungsunterschiede und die Beurteilung der Lage kennt; das ganze Umfeld muss also dargelegt werden. Das beinhaltet die Kurzfassung der Kommission: die Information muss gewährleistet sein. Das tönt einfach. Aber wenn man es richtig analysiert, geht das weiter als die Formulierung des Bundesrates.

Deshalb bitte ich Sie, den Antrag Bircher Peter abzulehnen.

Denn schliesslich geht es darum, das Ziel, die Informiertheit, zu erreichen, und nicht darum, die Methode, wie das geschieht, vorzuschreiben. Gerade in unserer Zeit, in der ein Überschuss an Informationen zur Verfügung steht, geht es auch darum, so zu informieren, dass die Information verstanden wird. «Offen und umfassend» heisst noch nicht, dass eine Information verstanden wird; man muss auch die Methode so wählen, dass die Information schlussendlich ankommt. Dass die Information gewährleistet sei, heisst, frühzeitig zu informieren, damit man während des Prozesses der Entscheidungsfindung sehen kann, was die Regierung will.

Herr Hess Peter hat seinen Antrag zu Artikel 10 zurückgezogen.

Bei Artikel 10 steht damit noch der Antrag Bircher Peter zur Diskussion. Er will sich dem Bundesrat anschliessen. Aber ich glaube, dass wir in der Kommission einfacher und umfassender formuliert haben. Es geht uns allen um das gleiche. Es geht in einer direkten Demokratie ganz besonders darum, dass der Stimmbürger informiert ist über das, was Regierung und Parlament wollen, beabsichtigen, und auch darüber, wie sie die Lage beurteilen.

Zu Absatz 2 im Antrag Bircher Peter. Hier heisst es: «Er sorgt als Kollegialbehörde», d. h., er fügt «Kollegialbehörde» ein. Aber ich mache Sie darauf aufmerksam, dass in Artikel 11a das Kollegialprinzip durch die Kommission ausdrücklich eingefügt wird. Das gilt für alles, das gilt für die Entscheide des Kollegiums Bundesrat, das gilt aber selbstverständlich auch für die Information des Bundesrates. Wir müssen also nicht bei jeder besonderen Aufgabe wieder den Begriff «Kollegialbehörde» verwenden. Artikel 11a bezieht sich auf den Bundesrat als Kollegialbehörde, als Ganzes.

Neben der Information des Bundesrates gibt es natürlich viele untergeordnete Informationen, die von der Regierung kommen, die stufengerecht auch von Ämtern, von Departementen oder Direktionen erfolgen müssen. Deshalb geht es nicht immer nur um eine Information der Kollegialbehörde.

Ich ersuche Sie also, auch den Antrag Bircher Peter abzulehnen.

Herr Borel François hat vorher gesagt, dass er den Artikel 11 wiederaufnehmen möchte. Wir stimmen ja dann darüber ab. Ich empfehle Ihnen, diesen Artikel 11 zu streichen. Auch der Inhalt dieses Artikels 11 ist in der ganz grundsätzlichen Pflicht zur Gewährleistung der Information eingeschlossen, eine Formulierung, die auch den Inhalt des bisherigen Artikels 11 umfasst.

Ich ersuche Sie also, auf der ganzen Linie der Kommission zu folgen.

Zu dem, was Herr Hess Peter noch gesagt hat: Mit dem Antrag der Kommission wird das Öffentlichkeitsprinzip bei der Infor-

mation aufrechterhalten. Dieses wird lediglich dort eingeschränkt, wo durch «die besondere Bestimmungen zum Schutz überwiegender öffentlicher oder privater Interessen» Vorbehalte angebracht sind. Es wird also nur dort eingeschränkt, wo dieser Schutz notwendig ist. Sonst ist das Öffentlichkeitsprinzip gewährleistet. Das ist genau das, was Herr Hess Peter eigentlich wollte. Er hat das offenbar übersehen. Ich empfehle Ihnen also, der Kommission zu folgen.

Leuba Jean-François (L, VD), rapporteur: Il y a une seule divergence de fond entre la commission et la proposition Bircher Peter à l'article 10, c'est de savoir si, dans le cadre de l'information, le Conseil fédéral est aussi tenu d'informer le Parlement et pas seulement le public. C'est toute la différence de fond. Vous ne pouvez pas contester que l'obligation du Conseil fédéral d'informer touche aussi le Parlement, et pas seulement le public. Par conséquent, l'idée de mentionner le Parlement dans cette phrase est juste.

La proposition Bircher affaiblit le rôle du Parlement et nous nous en sommes plaints: j'ai entendu ce matin dans le débat d'entrée en matière qu'on se plaignait que tout ce projet affaiblissait le Parlement. Alors, là où nous avons la possibilité de renforcer non pas le pouvoir, mais au moins le droit à l'information du Parlement, faisons-le. C'est la supériorité de la proposition de la commission par rapport à la proposition Bircher Peter.

Pour l'alinéa 2 – l'alinéa 3 est incontesté, nous l'avons repris du projet du Conseil fédéral et de la décision du Conseil des Etats –, la commission a simplement voulu éviter des formules essentiellement déclamatoires, un peu emphatiques, qui vont de soi et qui n'apportent rien, si ce n'est de noyer des objets plus importants de cette loi dans un style qui ne nous a pas paru très heureux.

J'aimerais calmer les scrupules du groupe socialiste. Ce groupe a adopté, peut-être sans s'en apercevoir, mais probablement volontairement, l'article 6 où nous avons biffé une série d'alinéas, notamment l'alinéa 3, où était mentionné le fait que le Conseil fédéral «nomme des cadres compétents et encourage le développement de leurs capacités de direction.» Je pense bien qu'on ne va pas reprocher à la commission de vouloir empêcher le Conseil fédéral de nommer des cadres compétents ou bien de promouvoir leurs capacités de direction. C'est parce que toutes ces dispositions nous paraissent aller tellement de soi et entrer si naturellement dans les obligations du gouvernement que ça n'a pas de sens de les mettre dans la loi. L'inconvénient, si vous les mettez dans la loi, c'est que vous alourdissez la loi, et les dispositions qui sont véritablement institutionnelles, qui touchent l'organisation, sont noyées dans une espèce de fatras de formules déclamatoires qui finalement n'engagent pas à grand-chose.

C'est la raison pour laquelle nous vous proposons de repousser l'amendement Bircher Peter, non pas que nous ne soyons pas d'accord avec tout ce qui est dit à l'alinéa 2, mais parce que ça ne nous paraît pas trouver sa place dans cette loi. Nous sommes parfaitement d'accord sur le fond avec M. Bircher Peter en ce qui concerne l'alinéa 2, mais ne chargeons pas la loi de formules déclamatoires qui n'ont pas véritablement d'importance et qui n'ajoutent rien ici. C'est le rôle normal du gouvernement d'informer de manière cohérente et continue sur son appréciation de la situation, sa planification, ses décisions, les mesures qu'il prend. Autrement, je ne sais pas sur quoi il informerait, s'il n'informait pas là-dessus.

Ne chargeons pas la loi de formules déclamatoires inutiles.

Couchepin François, chancelier de la Confédération: Nous traitons effectivement le fond du problème de l'information. Le but que recherchait le gouvernement en vous présentant son projet était de donner une direction claire, une direction précise sur son intention d'avoir une autre manière d'informer, une manière plus offensive, une manière plus transparente. Le but est de remplir ce besoin de dialogue avec l'opinion publique, les médias, les citoyens et le Parlement bien entendu, et de supprimer des lacunes qui existent encore au niveau de l'information et qui ont été invoqués assez régulièrement ces derniers temps, notamment à la suite de certains échecs en

votations populaires. Toujours on a dit: «On a été mal informé, on n'a pas eu l'information voulue.» Ces lacunes-là doivent être comblées.

En réponse à des interventions parlementaires, j'évoquais tout à l'heure le fait qu'une information beaucoup plus ouverte, beaucoup plus dynamique, beaucoup plus offensive permettrait d'éviter pas mal de ces fuites que nous déplorons tous. Les versions présentées des articles 10 et 11 sont une manière de donner le signal que l'on veut restaurer la confiance des citoyens dans les institutions, qu'on veut redonner ou maintenir une meilleure cohésion parce qu'on se parle. C'est tellement important qu'il faut le mettre dans la loi.

Cela, d'autant que je ne suis pas absolument convaincu que cela va de soi. Mon expérience actuelle en tant que responsable de l'information me montre que ça ne va pas du tout de soi. Cette description, aussi générale soit-elle, des tâches d'information que présente le Conseil fédéral, me donne à moi des armes vis-à-vis d'un certain nombre de directeurs d'office par exemple, pour leur montrer quelle est la voie que veut le gouvernement dans l'information.

Actuellement, cette information ouverte, cette information dynamique qu'évoque cet alinéa 2 de l'article 10, n'est pas encore passée dans tous les esprits de ceux qui sont chargés de donner les éléments d'information. C'est pourquoi je vous demande instamment – d'abord au nom du gouvernement, puisqu'il l'avait présenté, mais en mon nom personnel et aussi longtemps que je suis responsable des problèmes d'information en tant que chancelier de la Confédération – de me donner cet outil qui va me permettre d'améliorer la manière dont les services concernés font de l'information.

En résumé, cela veut dire que si le Conseil fédéral ne s'oppose pas à l'idée d'inclure le Parlement parmi les bénéficiaires de l'information, comme le propose la commission, il s'oppose à la suppression de l'alinéa 2, qui ne lui permettrait même plus finalement de pratiquer la politique d'information actuelle, et qui en tous les cas ne lui donnerait et ne me donnerait pas les outils indispensables pour améliorer l'information du public et du Parlement, puisque vous l'avez souhaité.

Quant à l'alinéa 4, j'avoue que j'ai de la peine à le comprendre. Si on l'interprète comme il doit l'être, c'est-à-dire en lisant le texte, cela veut dire que les Conseillers fédéraux ne pourront plus jamais donner une conférence de presse ou une interview à un seul journaliste, à une seule chaîne de télévision, à une seule chaîne de radio, sans en plus convoquer l'ensemble du Parlement. Traiter tout le monde de la même manière, ça veut dire que tous les journalistes doivent être là, que toutes les chaînes de télévision et de radio doivent être là et que tout le Parlement doit être là, sans quoi les conseillers fédéraux n'auraient plus le droit de s'exprimer. Je crois que là, vraiment, si c'est autre chose qu'on veut dire, il faut le dire autrement. Mais comme on le dit là, on arrive à cette solution qui me paraît absurde.

C'est pourquoi le Conseil fédéral serait prêt à se rallier à la proposition Bircher Peter, c'est-à-dire à revenir à son projet avec les amendements proposés par M. Bircher en introduisant également la mention du Parlement, comme le propose la commission. Gardez-nous toutefois, je vous en supplie, l'alinéa 2!

Leuba Jean-François (L, VD), rapporteur: Ce que je viens d'entendre est tout à fait surprenant. Il faut d'abord lire l'article 10 alinéa 4: «Le principe de l'égalité de traitement s'applique à l'endroit des médias.» Personne ne prétend qu'on doit convoquer tout le Parlement quand on fait une conférence de presse. C'est les médias qu'il faut traiter de manière égale et je crois que c'est très important qu'ils le soient. Cela ne veut pas dire qu'un conseiller fédéral ne peut pas donner une conférence de presse. Cela veut simplement dire qu'il ne doit pas montrer d'ostracisme à l'égard de l'un ou l'autre des médias. Une vraie information implique un contact avec l'ensemble des canaux d'information.

Il n'y a d'ailleurs pas de proposition de suppression de l'article 10 alinéa 4, je n'en ai pas vue. Cet alinéa est extrêmement important, et on n'en a pas parlé parce qu'il n'y avait pas de proposition.

J'aimerais résumer la position du chancelier de la Confédération pour être sûr de l'avoir bien compris. A l'alinéa 1er, il est d'accord avec la proposition de la commission et rejette la proposition Bircher Peter; à l'alinéa 2, il est d'accord avec la proposition Bircher Peter et rejette la proposition de la commission. Je crois avoir ainsi compris et résumé ce sur quoi on va voter.

Nebiker Hans-Rudolf (V, BL), Berichterstatter: Wenn nicht einmal Herr Leuba als Französischsprachiger verstanden hat, was der Herr Bundeskanzler meinte, dann ist es für mich noch schwieriger.

Ich stelle lediglich fest, dass bei Absatz 4 kein Antrag auf Streichung vorliegt. Hier müssen wir nicht einmal abstimmen. Es geht der Kommission darum, dass alle Medien gleich behandelt und nicht irgendwelche Präferenzen eingeführt werden. Das ist der Sinn.

Ich beantrage Ihnen nochmals, der Kommission zu folgen.

Le président: M. Hess Peter a retiré sa proposition concernant l'article 10.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	75 Stimmen
Für den Antrag Bircher Peter	27 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	69 Stimmen
Für den Antrag Bircher Peter	33 Stimmen

Abs. 3, 4 – Al. 3, 4

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission
Streichen

Antrag Hess Peter

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 11

Proposition de la commission
Biffer

Proposition Hess Peter

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Leuba Jean-François (L, VD), rapporteur: Je peux être très bref ici.

Si le Conseil fédéral ne soigne pas ses relations avec le public et ne s'informe pas des préoccupations de la population, je ne sais pas ce qu'il fait, c'est tellement évident! Il ne faut pas mettre des choses aussi évidentes dans la loi. C'est le rôle normal d'un gouvernement de s'informer de ce que pense la population, de savoir quelles sont ses préoccupations. Autrement, il faudrait aussi dire que le gouvernement gouverne, il faudrait absolument tout dire!

C'est la raison pour laquelle la commission vous propose de biffer cet article, qui va véritablement de soi dans une activité gouvernementale.

Villiger Kaspar, Bundespräsident: Ich bin mir natürlich meiner Chancen bewusst, wenn ich nach Ihrem vorherigen Entscheid noch etwas sage. Aber ich will es doch kurz tun.

Ich würde es bedauern, wenn Sie diese Rechtsgrundlage streichen würden. Es ist selbstverständlich wahr, was Herr Leuba gesagt hat, dass eine Regierung sich immer informieren muss, dass sie kommunizieren muss. Gerade in einer di-

rekten Demokratie ist das besonders wichtig, weil das Volk die letzte Instanz ist. Es hat Anspruch darauf, über die Hintergründe, aber auch über die Prozesse, die zu politischen Entscheidungen führen, umfassend informiert zu werden. Dafür wäre Artikel 10 massgebend gewesen. Wir müssen das ohnehin tun. Aber wie Bundeskanzler Couchepin gesagt hat: Es wird vielleicht gegenüber gewissen Ämtern etwas schwieriger. Aber hier geht es um die Kommunikation. Das ist nicht einseitige Information, sondern Zweiweg-Information. Es geht um das Vermitteln eines Wissens, das über das Tagesgeschehen hinausgeht und längerfristig Sachkompetenz aufbaut. Im Gegensatz zur Information über die Medien spricht man hier von direkter Information, weil sie häufig auf Gegenseitigkeit zwischen Behörden und Bevölkerung beruht.

Hier geht es vor allem darum, dass die politische Führung die Meinung des Volkes berücksichtigen und einbeziehen muss. Kommunikation ist da nie eine Einbahnstrasse von der Regierung zum Volk, sondern es müssen auch Impulse in der Gegenrichtung fließen, damit man auch das Gefühl dafür bekommt, was das Volk denkt – gerade wenn man immer vom Graben zwischen Behörden und Volk spricht. Es gibt hier einen verstärkten Bedarf, meine ich, und zwar einfach deshalb, weil der Bundesrat diese Stimmungen im Volk in seine Meinungsbildung einbeziehen muss.

Bei Artikel 11 geht es eigentlich nur darum, dass in diesem Dialog eine Art «Wissensteppich» gewoben werden kann – auch in der Öffentlichkeit –, der es ermöglicht, dass einzelne politische Entscheide vom Bürger in einen Gesamtzusammenhang eingeordnet werden können, und das ist ausserordentlich wichtig. Die Frage ist nun nicht: «Kann man das tun oder nicht?», sondern die Frage lautet: «Was passiert, wenn Sie das nun streichen?»

Ich habe vorhin noch eine andere Begründung gehört, die aus der Kommission stammt: Man befürchtet, dass der Bundesrat, wenn dieser Artikel stehenbleibt, auf irgendwelche billigen Umfragen eingeht, nach dem Prinzip: Ich mache eine kurze Fünfhunderter-Umfrage, wie Sie das hin und wieder in den Medien sehen, d. h., ich informiere mich «mit dem nassen Finger im Wind» darüber, wie das Volk denkt. Davon, glaube ich, kann keine Rede sein; wir alle schätzen wahrscheinlich den Stellenwert solcher Umfragen ähnlich ein.

Aber: mit einer gewissen Zurückhaltung beurteilt: Es gibt eben doch Instrumente und Mittel, die einen solchen «Informations-teppich» über die Stimmung ergeben – valable, seriöse Informationen über die wirkliche Stimmung im Volk, über gewisse, vor allem auch langfristige Trends. Solche Umfragen sollte der Bundesrat mit der gebotenen Zurückhaltung in Auftrag geben oder sich daran beteiligen können. Das tut er heute schon. Es geht auch um die nachträgliche Information über die Haltung, die zu gewissen Abstimmungsergebnissen geführt hat.

Man könnte nun, wenn Sie Artikel 11 streichen, interpretieren, dass Sie das nicht mehr wollen. Das wäre ein Schritt zurück gegenüber dem, was wir heute schon tun, und das würde ich ausserordentlich bedauern.

Es ist klar: Nachdem Sie in Artikel 10 die erste Hälfte gestrichen haben, sieht das Zwillingstück dazu in Artikel 11 etwas fett aus. Aber Sie müssten zumindest hier, Herr Kommissionspräsident, vor der Abstimmung die Zusicherung geben, dass Sie mit der Streichung dieses Artikels auf keinen Fall ein solches Zurück hinter den Status quo bezwecken wollten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hess Peter	55 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	38 Stimmen

Art. 11a (neu)

Antrag der Kommission

Titel

Kollegialprinzip

Abs. 1

Der Bundesrat trifft seine Entscheide im Kollegium.

Abs. 2

Die Mitglieder des Bundesrates vertreten die Entscheide des Kollegiums.

Art. 11a (nouveau)

Proposition de la commission

Titre

Principe de l'autorité collégiale

Al. 1

Le Conseil fédéral prend ses décisions en qualité d'autorité collégiale.

Al. 2

Les membres du Conseil fédéral représentent les décisions de l'autorité collégiale.

Angenommen – Adopté

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr

La séance est levée à 12 h 30

Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz

Organisation du gouvernement et de l'administration. Loi

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.075
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.01.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	137-144
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 251

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.